Macron ou le vertige de l'escalade contre la Russie

» Lire aussi PAGES 2 À 4

PIERRE LELLOUCHE

En affirmant que l'envoi de troupes au sol en Ukraine « ne doit pas être exclu », le président de la République risque d'engager une escalade aussi improvisée que dangereuse, estime l'ancien ministre*.

Le général de Gaulle, fondateur de la Ve République et le père de notre force nationale de dissuasion, n'avait qu'une obsession : voir un jour, à l'occasion d'une crise internationale, la France entraînée par ses alliés, c'est-à-dire par l'Amérique, dans une crise qu'elle ne contrôlerait pas. Raison pour laquelle le Général, qui tenait par-dessus tout à conserver un contrôle national total sur notre appareil de dissuasion, était sorti du commandement intégré de l'Otan en 1966.

Soixante ans plus tard, Emmanuel Macron est-il en train d'entraîner la France, et avec elle l'Alliance atlantique, dans une escalade militaire, donc potentiellement nucléaire, avec la Russie ? C'est la question qui se pose au lendemain des déclarations du président de la République à l'occasion du sommet impromptu sur l'Ukraine qui s'est tenu il y a deux jours à Paris. Pour la première fois, Emmanuel Macron a indiqué que l'envoi de troupes au sol en Ukraine *« ne doit pas être exclu. Nous ferons tout ce qu'il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre. »*

Au cours de la même déclaration, le président a bien voulu prendre acte *« qu'il n'y a pas de consensus aujourd'hui, pour envoyer de manière officielle, assumer et endosser, des troupes au sol »*. Mais l'Alliance, a-t-il noté, après avoir hésité, a bien fini par envoyer des chars, des missiles ou des avions. Alors pourquoi pas, *« en dynamique »*, comme le dit joliment Macron, des troupes ?

La tentation de l'escalade est hélas bien connue. Elle fait partie du brouillard de la guerre décrit par Clausewitz. Il est facile d'entrer en guerre, infiniment plus difficile d'en sortir, surtout quand, sur le terrain, les choses se passent mal. Après l'offensive ratée des Russes devant Kiev en février 2022 puis les succès ukrainiens de l'été, le conflit s'est en effet englué en 2023 dans une interminable guerre d'attrition que l'Ukraine ne peut plus gagner faute de munitions et d'hommes. De l'autre côté de l'Atlantique, l'arsenal américain est bloqué au Congrès depuis trois mois par Trump et sa campagne présidentielle ; quant aux stocks d'armes et de munitions européens, ils sont à l'os après trente années de désarmement budgétaire unilatéral, et donc incapables de remplacer les fournitures d'armes américaines. Macron lui-même reconnaît que la promesse de la Commission de livrer 1 million d'obus a été *« imprudente »*.

La situation démographique est pire encore : la population ukrainienne a littéralement fondu depuis l'indépendance en 1991 : de 52 millions à 30 millions d'habitants aujourd'hui, soit un ratio de 1 à 5 avec la Russie (145 millions d'habitants). L'ancien chef d'état-major Valeri Zaloujny le disait sans détour dans son interview à *The Economist* du 1er novembre 2023 : *« Nous allons constater que nous n'avons pas assez de gens pour combattre. »*

C'est cette situation, aggravée par les incertitudes que fait peser la possible réélection de Donald Trump quant à l'avenir de l'Otan et de la garantie nucléaire américaine, qui a fait souffler ces derniers temps un véritable vent de panique sur nombre de capitales européennes. En Norvège, en Suède, dans les États baltes, en Pologne et même en Allemagne, le spectre d'une guerre avec la Russie dans les années à venir ne cesse d'être agité.

Ce qui est nouveau, c'est que la France s'est également mise au diapason de ces craintes. Le 16 février dernier, le président de la République évoquait *« l'impérialisme russe »*, tandis que son ministre des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, affirmait dans *Le Monde* que *« la Russie ne se contentera pas de l'Ukraine »*, que *« Vladimir Poutine poursuivra ses chimères expansionnistes (…), que le danger ne s'arrêtera pas aux frontières de l'Union européenne et de l'Otan »*. Avec en point d'orgue, lors de la déclaration présidentielle d'il y a deux jours, ce nouveau but de guerre proposé à l'Alliance : *« La défaite de la Russie est indispensable à la sécurité et la stratégie de l'Europe. Nous ferons tout ce qu'il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre, tout est possible pour atteindre cet objectif. »*

« Aujourd'hui un barreau considérable est franchi dans l'escalade : il est question d'infliger une "défaite" à la Russie, y compris en envoyant nos propres troupes au combat »

Jusque-là, le mantra des dirigeants occidentaux se bornait à *« aider l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire »*, sans que l'objectif final de la guerre ne soit clairement énoncé. Il était également répété à l'envi que *« l'Ukraine seule déciderait le moment venu des conditions de la fin de la guerre »*, posture d'une parfaite hypocrisie alors que l'Ukraine est en fait totalement dépendante de l'aide, donc des décisions prises à Washington… Aujourd'hui, un barreau considérable est franchi dans l'escalade : il est question d'infliger une « défaite » à la Russie, y compris en envoyant nos propres troupes au combat.

Un tel changement d'objectif est d'autant plus remarquable que, dans le cas d'Emmanuel Macron, ce dernier avait, avant le déclenchement de la guerre, multiplié les efforts de dialogue avec Poutine, insistant même sur la nécessité de *« ne pas humilier la Russie »*, formule qui, à l'époque, lui avait été fortement reprochée. Ses multiples conversations téléphoniques avec Poutine avaient même amené les Ukrainiens, Baltes et autres Polonais, à se moquer ouvertement du président français en inventant le mot « macronner »… Depuis, Macron a fait beaucoup de chemin, et de toute évidence, il cherche aujourd'hui à prendre la tête du groupe le plus militant contre Moscou.

D'où ces questions qui doivent agiter ces jours-ci les chancelleries : s'agit-il d'une improvisation hasardeuse de plus, comme celle de Tel-Aviv, après le 7 octobre, où Macron avait proposé à Netanyahou d'étendre la coalition internationale anti-Daech à la lutte contre le Hamas ? Ou de cette étrange intervention à la télévision le 22 octobre dernier, où Macron affirmait qu'une frappe *« balistique nucléaire russe contre l'Ukraine ou dans la région »* n'engageait pas *« nos intérêts fondamentaux »*, cela avant de suggérer le contraire dans un discours à Toulon le mois suivant ?

Ou bien s'agit-il, plus trivialement, de détourner l'attention d'une situation intérieure détestable, comme chacun a pu le constater le week-end précédent au Salon de l'agriculture ? Ou bien s'agit-il encore d'un calcul délibéré : profiter du vide de leadership en Europe et des incertitudes à Washington, pour tenter de prendre la direction sinon du monde occidental du moins de l'Europe, dans un combat devenu quasi civilisationnel avec la Russie ? Toujours est-il que, avec ces déclarations, le risque d'une escalade de la guerre est bel et bien réel : l'argument de Munich 1938 nous conduisant tout droit vers l'escalade des somnambules d'août 1914, où, à partir d'une dispute régionale limitée dans les Balkans, les dirigeants européens de l'époque conduisirent l'Europe au suicide collectif.

Pour l'heure, rien n'indique que les alliés aient été consultés sur l'envoi éventuel de troupes sur le champ de bataille, ni qu'ils soient tentés par un nouveau suicide européen. Londres, Berlin, Madrid ainsi que les États membres du groupe de Visegrad ont déjà opposé une fin de non-recevoir à Emmanuel Macron. Quant aux Américains, qui n'étaient pas représentés à haut niveau lors de la réunion de Paris, il est douteux de les voir basculer dans un affrontement direct avec Moscou. Depuis le début de la guerre, Joe Biden n'a cessé de rappeler que son pays *« ne souhaitait pas entrer en guerre avec la Russie »*, et qu'il était hors de question d'envoyer des forces américaines en Ukraine (même si la CIA y est notoirement présente). Quant à Trump, il prétend, une fois réélu, *« mettre fin à la guerre en 24 heures avec Poutine »*…

Au final, l'escalade macronienne apparaît aussi improvisée que dangereuse. Assister financièrement et militairement un pays démocratique voisin agressé est certes légitime. Mais passer à la cobelligérance par l'envoi de troupes sur le terrain n'est rien d'autre que de s'engager dans une guerre ouverte avec une grande puissance nucléaire. La France y est-elle prête ? N'aurait-elle pas dû, elle qui aime à se présenter comme *« puissance d'équilibre »* (Macron, toujours), œuvrer à une solution négociée, comme celle un temps envisagée par les belligérants eux-mêmes, il y a un an à Istanbul ? En tout état de cause, un débat devant le pays, à commencer par l'Assemblée nationale, s'impose. On ne joue pas impunément avec la force de dissuasion. ■

* *Dernier ouvrage paru : « Une guerre sans fin » (Cerf, 2017).*